



**Nouvelle année :
même politique antisociale !**

**Une seule voie pour la riposte :
la lutte !** *Notre tract de rentrée.*

**Les luttes entre paren-
thèses pendant les cam-
pagnes électorales? Ce
n'est pas notre concep-
tion des choses!**

QUELQUES DATES :

12 février: Assemblée des
communistes du 15^{ème}

8 février: 52^{ème} anniversaire
du massacre de Charonne et
de l'assassinat de nos cama-
rades Anne-Claude Godeau et
Jean-Pierre Bernard.

6 février: Emparons-nous de la
Journée nationale de protesta-
tion à l'appel de la CGT. Mani-
festation, 14h00 République.

UN NOUVEAU SIEGE POUR L'UNION LOCALE CGT DU 15^{ème}!

98 rue de Lourmel

L'inauguration a eu lieu le 28 novembre
après un congrès de l'UL constructif.
Ces nouveaux locaux, modernes et
spacieux, correspondent aux attentes
des syndiqués et salariés du 15^{ème}.
C'est l'ancien atelier de feu nos cama-
rades photographes Jean et Maryse
Calvet.

Une délégation de la direction du PCF
Paris 15 a participé à l'inauguration

UL CGT Paris 15: 01 45 33 83 34

**Les allocations familiales, ce qu'il en restera, demain, les familles se les paieront
elles-mêmes !**

Voilà en substance ce que François Hollande vient d'annoncer dans sa conférence de
presse du 14 janvier. Le patronat va être entièrement exempté des cotisations sociales
familiales : 35 milliards d'euros qui iront gonfler les profits et les grosses fortunes comme
tous les cadeaux précédents accordés au capital. Plus ils en touchent, plus ils suppri-
ment des emplois ! Les faits sont là ! Une grève est lancée à Sanofi, le géant pharma-
ceutique qui réalise 5 milliards de profits par an, investit en Chine et en Amérique,
mais veut liquider encore 2000 postes qualifiés en France.

En ce début d'année, la note est salée pour le plus grand nombre.

Les hausses de TVA vont prélever en moyenne 200 euros par an sur chaque ménage.
Les transports SNCF/RATP ont déjà augmenté de 3%. Tout cela pour alimenter le
CICE, « crédit d'impôt compétitivité » : 10 milliards de cadeaux au patronat en 2014
pour ... peut-être 30.000 emplois créés selon l'Insee (330.000 euros par emploi !).

Les tarifs de l'électricité ont discrètement augmenté également de 2,5% après les 5%
d'août dernier, avec l'augmentation de la taxe hypocritement dénommée
« Contribution au service publique de l'énergie » pour alimenter les profits d'EDF et
des banques et leurs investissements à l'étranger. Les loyers continuent d'augmenter
bien plus vite que les salaires et pensions. Le pouvoir entretient la pénurie de loge-
ments. Depuis septembre, 734 grandes entreprises ont engagé des plans de licenciement
profitant de la casse du code du travail (ANI) votée en 2013.

A l'autre bout de l'échelle, les grandes fortunes enflent.

Celle de Liliane Bettancourt a atteint 24 milliards d'euros, celle de François Pineau,
responsable de la casse de La Redoute, 11 milliards. A 13 milliards d'euros on retrouve
celle de Serge Dassault qui profite d'une rente d'Etat pour les avions Rafale non
vendus, des guerres françaises en Libye au Mali ou ailleurs, et qui profite aussi de la
protection des politiciens qui viennent scandaleusement de voter au Sénat le maintien
de son immunité parlementaire.

Pour 2014, la feuille de route de Hollande est la même : austérité des dépenses
publiques et sociales, démantèlement des droits sociaux, privatisations, asservisse-
ment à l'Europe des monopoles, guerres dans le monde. Le tout avec un recours an-
noncé aux ordonnances pour esquiver même le débat parlementaire. La réalité est
très différente de l'image cultivée par les media d'un président impuissant et maladroit.
Comme Sarkozy, Hollande est un agent zélé et docile des intérêts capitalistes.

La colère explose dans le pays dans les milieux les plus différents. Le pouvoir est dis-
crédité avec 22% de bonnes opinions. Il ne se passe pas une semaine sans que se
développent des dizaines de lutte dans l'industrie, les services. **La question est plus
que jamais posée : sur quoi bute le mouvement social pour mettre en échec cet-**

L'impasse politicienne est flagrante. Elle a été soigneusement organisée. Communistes, nous ne faisons pas partie de ceux, y compris syndicalistes, qui ont semé des illusions sur un « changement » aux élections de 2012, comme nous ne voyons pas de « tournant libéral » en 2014. Ces illusions nourrissent la résignation d'aujourd'hui. Le gouvernement de « gauche » a ainsi réussi en 2013 à enterrer, avec sa nouvelle contre-réforme des retraites, le puissant mouvement de lutte de 2010. A côté du consensus droite/PS, le système monte en épingle le FN pour détourner la colère populaire des luttes.

En 2014 auront lieu deux élections, les municipales et les européennes. Nationalement, il n'y a pas de « changement » à en attendre.

La situation à Paris est exemplaire. D'un côté, Hidalgo et Delanoë, très proches lieutenants et amis de Hollande mènent une politique social-libérale depuis 12 ans. L'équipe compte être reconduite pour continuer. Dans le 15^{ème}, Hidalgo a désigné à côté d'elle Mme Dominique Versini, ancien ministre UMP, chiraquienne revendiquée ! Quelques « cautions » de gauche sont apportées en places pour masquer cette réalité. Quelques ex-PS sont chargés de canaliser le mécontentement de gauche au 1^{er} tour pour aider Hidalgo au second. Communistes du 15^{ème}, nous ne mangeons pas de ces pains-là. A droite, Kosciusko-Morizet a bien du mal à trouver des critiques de fond à faire à Hidalgo tant leurs visions sont proches. Elle s'efforce assez lamentablement de séduire la bourgeoisie branchée et influente. Le système joue du FN pour maintenir le statu quo.

La campagne des européennes est réduite au minimum, quelques semaines. Le FN, mis en avant, est chargé de détourner l'attention, de détourner la protestation contre l'UE des luttes, de disqualifier l'opposition à L'UE et l'euro pour le compte des forces du consensus.

En 2013, certains syndicats ont ouvertement confirmé leur choix d'accompagner la politique du gouvernement et de rentrer dans le jeu du « compromis social » avec le Medef. D'autres de rechercher l'unité syndicale à tout prix. ANI, retraites : la bataille s'est réduite à un témoignage avant réconciliation avec la CFDT, partisan de ces contre-réformes.

Contre le CICE, la TVA : il n'y pas eu de mouvement national. Le décalage est de plus en plus marqué entre le rejet des travailleurs de l'UE et l'alignement des directions syndicales sur la Confédération européenne des syndicats.



« Le discours de Hollande va dans le bon sens », Pierre Gattaz, président du MEDEF. Il ne cherche même plus à dissimuler sa satisfaction !

Pour nous communistes, plus que jamais dans cette période, l'alternative politique ne peut venir que des luttes et de leur convergence sur des positions de ruptures pour commencer à faire reculer la politique du pouvoir.

Partout dans le pays, montent chez les usagers et chez les cheminots **le refus de la dégradation du service public SNCF**. La catastrophe de Brétigny montre à quoi mène la politique de privatisation. La « réforme » ferroviaire, qui en est la prochaine étape décisive, est programmée d'ici juin. Le rejet de la **réforme ferroviaire** peut et doit faire l'objet d'une lutte nationale et rassembleuse.

Peugeot-Citroën a réussi à liquider, finalement sans véritable encombre, l'usine d'Aulnay et 6000 emplois dans le pays. Voilà que l'on apprend que l'Etat va faire son entrée en force dans le capital pour faciliter l'alliance (la prise de contrôle ?) par le groupe chinois Dong Feng ! Pour la même somme, il pourrait **nationaliser** dans l'intérêt de l'emploi et de la réponse aux besoins. Plus que jamais, exigeons la nationalisation !

Voilà deux exemples des positions de rupture que, communistes, nous voulons porter en débat avec vous, avec le mouvement social, avec ceux qui luttent et lutteront cette année.

De façon fondamentale, conscients du brouillage médiatique, nous **défendrons aussi avec force cette année la nécessité de la rupture avec l'UE du capital**, à la décliner concrètement dans les luttes avec le refus de l'application des traités et directives européennes, à nous battre pour l'abandon de l'euro, l'instrument économique mais surtout politique de la domination sur les peuples et leur expression démocratique de l'Europe des monopoles.

Bonne année 2014 de résistance et de luttes !

Municipales 2014

Activité renforcée sur les questions locales, campagne pour aucune liste : voilà la décision de la section du PCF Paris 15^{ème} précisée au fil des assemblées. Nous avons opté aussi pour faire connaître publiquement cette position.

Nous refusons de servir de caution de « gauche » au social-libéralisme, passé avec Delanoë/Hidalgo, comme à venir avec Hidalgo et, entre autres, ses recrues venues du Modem et de l'UMP dont l'ex-ministre chiraquienne Dominique Versini dans le 15^{ème}. Le choix des élus et de la direction du PCF 75, politicien et perçu comme tel, discrédite notre parti et nos luttes. Il a été ratifié à travers un vote biaisé (voir les Infos 15 précédents).

Nous refusons tout autant de soutenir des forces d'appoint du social-libéralisme pour le second tour, dirigées par des transfuges, élus PS en 2008, qui tiennent localement la posture gauchiste (et anticomuniste) de Mélenchon nationalement.

Les deux mois de campagnes qui restent peuvent et doivent servir à renforcer des luttes locales en prévision de la future mandature contre toute politique en faveur des possédants qu'elle vienne de la droite ou d'ailleurs.

Logement à Paris: sous Delanoë/Hidalgo, la situation a continué à se dégrader pour le plus grand nombre. Pour que ça change, il faut le reconnaître !

Se loger à Paris est de plus en plus dur pour les travailleurs, les retraités, les jeunes. Cette réalité s'est aggravée encore, année après année, depuis 2001, lors des deux mandatures de Bertrand Delanoë et Anne Hidalgo. Il n'est pas question pour nous de leur faire porter la responsabilité entière du phénomène. Mais l'autoglorification de la municipalité sortante sur sa politique de logement est abusive, injustifiée, mensongère.

A Paris, plus que partout ailleurs dans le pays, la spéculation immobilière fait rage et les habitants en font les frais. Loin de la combattre, la municipalité l'a principalement accompagnée et aménagée.

Ne laissons pas le matraquage de la municipalité sortante de « gauche » masquer cette réalité et saper les luttes qui seront plus nécessaires que jamais dans les années à venir, localement et nationalement.

DEPUIS 2001, QUELQUES DONNEES. Le nombre de demandeurs de logement social à Paris est passé de 100.000 à 140.000, traduisant une extension générale du mal-logement. Les loyers dans le secteur « libre », pour les nouveaux baux, ont augmenté de 58% atteignant 23,9 euros en moyenne le m². La part du budget des ménages parisiens consacrée au logement, a considérablement augmenté, sans amélioration notable de l'habitat. Cela vaut pour les locataires, comme pour les accédants à la propriété. Le « taux d'effort » est estimé à 24% en moyenne mais il dépasse souvent 40% dans les foyers aux salaires et retraites les plus faibles, même dans le parc social.

ENFUMAGE DE CAMPAGNE (ex: av Foch)

Dans la campagne électorale des municipales, droite et gauche tiennent chacune leur posture en particulier sur le thème du logement.

La droite menée par Mme Koskuskio-Morizet traîne une réputation justifiée d'adversaire de l'extension du logement social et de connivence avec les profiteurs du marché immobilier. Dans les arrondissements, ses représentants entretiennent leur clientèle bourgeoise et petite-bourgeoise dans la peur des couches populaires criminelles qui y afflueraient et dans la peur d'une baisse des prix du marché et de la valeur de leur patrimoine.

Face à cela, il n'en faut pas beaucoup à Mme Hidalgo et à la municipalité sortante pour sembler être de « gauche ». Ces derniers jours, l'annonce d'une piétonisation de la richissime avenue Foch, avec une pincée éventuelle de logements sociaux, a automatiquement déclenché l'hystérie des élus de droite du 16^{ème}.

Hidalgo a choisi de mettre en avant le taux de logements sociaux comme argument principal de campagne à « gauche » en matière de logement. Dans son équipe, les candidats PCF (dont Ian Brossat, nommé récemment pdt de la Semparseine par Delanoë, la plus importante société d'économie mixte de la Ville de Paris, responsable entre autres, des Halles et de Beaugrenelle), semblent avoir la mission de forcer le trait pour jouer la caution de « gauche ». Ils se targuent d'avoir obtenu une promesse de 30% de logements sociaux en 2030. Sauf que Hidalgo se présente pour un mandat allant jusqu'en 2020...

TAUX DE LOGEMENTS « SOCIAUX » : QUELLE SITUATION REELLE ?

La municipalité sortante se prévaut avant tout d'avoir porté de 14% à 19% la part des logements sociaux à Paris depuis 2001 (même 20% en comprenant les programmes non finalisés). Ce chiffre doit être largement relativisé, et ce faisant, on repère l'orientation réelle de la politique de Delanoë/Hidalgo.

De 2001 à 2012, ils prétendent avoir « produit » 61.000 logements sociaux.

Mais ce chiffre n'intègre pas la disparition de dizaines de milliers de logements à loyer modéré, « non conventionnés », faisant partie du

« parc social de fait ». Depuis 2001, la moitié des 39.000 logements relevant de la loi de 1948 ont disparu ou ont vu leur loyer exploser. Les hôtels meublés sont détruits les uns après les autres. Les grandes entreprises publiques – La Poste, la SNCF etc. – ont activement liquidé leur patrimoine de foyers pour jeunes travailleurs. Avec les bailleurs dits « institutionnels », elles ont lourdement augmenté les loyers de leurs ensembles, non conventionnés, pour les rapprocher des prix du marché.

Dans un autre cadre, la relocation de logements occupés depuis longtemps donne lieu à des augmentations considérables.

Le solde réel des créations de logements à loyer modéré se révèle au mieux à peine positif : pas de quoi dégonfler la spéculation ! De surcroît, il convient d'observer la nature des 61.000 logements sociaux prétendument « produits », selon l'expression délibérément dénuée de signification juridique.

Dans le détail des opérations, on découvre que 17.000 des logements « produits » sont « à loyer intermédiaire » (prêts « PLS ») : 700 euros par mois le 2 pièces, nous ne considérons pas que cela constitue un loyer très modéré !

Ensuite, on relève que les « constructions » ne représentent même pas la moitié du total : 30.000 seulement. Et encore, sont comptabilisées dans les constructions des « réhabilitations lourdes ». Les autres programmes correspondent à des « acquisitions » d'immeubles existants selon des modalités bien diverses et des opportunités discutables.

EXEMPLES DANS LE 15EME (ET LE 14EME)

Quelques exemples dans le 15^{ème} arrondissement aident à décrypter la réalité des chiffres. Selon Hidalgo, 6.800 logements sociaux auraient été « produits » depuis 2001.

Dans les soi-disant « constructions neuves », on trouve la « réhabilitation lourde » du **foyer Adoma (ex-Saonacotra) de la rue de la Procension. De 420 chambres, on passera à 218 petits appartements**, plus confortables certes, et conventionnés... Mais peut-on considérer qu'il y a création de logements sociaux ?

Rue Alphonse Bertillon, la direction de la SNCF a été heureuse de trouver des fonds publics complaisants pour rénover son foyer de travailleurs : ses chambres sont transformées en 211 petits appartements rénovés. Là encore, comment y voir une création de logements sociaux ?

Venons-en aux programmes d'« acquisitions » d'immeubles ou de logements existants. Sur ce procédé, nous n'avons pas de positions de principe : tout doit s'étudier au cas par cas.

Mais il nous est impossible d'admettre que l'argent destiné à financer la



construction de logements sociaux (notamment les emprunts sur les fonds du livret A via la Caisse des dépôts) et les subventions de la Ville de Paris soient détournés pour racheter et conventionner des logements qui sont déjà « sociaux de faits ».

En 2006, 1200 logements, dans le 15^{ème} et surtout dans le 14^{ème}, à loyers très modérés mais non conventionnés (et non comptabilisés dans les 20%), sont achetés par la société HLM de la SNCF, La Sablière, avec mobilisation de prêts du logement social et d'argent de la Ville de Paris. Problème : ils appartenaient déjà à une société d'économie mixte contrôlée par la Ville ! Où est la création de HLM ? Nulle part ! Mais la contribution du contribuable n'est pas virtuelle !

En 2009, la Ville de Paris accepte complaisamment de faire racheter par Paris-Habitat **140 logements rue de Lourmel et avenue Emile Zola que la Caisse des Mines (retraite des mineurs) voulait liquider.**

Dans le 14^{ème}, rue de Gergovie, la municipalité a permis une **opération particulièrement cynique des privatiseurs de la SNCF.** 300 logements ont été construits à la fin des années 50 pour les cheminots et les personnes expulsées après le déplacement de la gare Montparnasse. Les loyers étaient modérés sans que l'immeuble soit « conventionné ». Dans les années 2000, la SNCF les a transférés vers sa filiale immobilière ICF-Novedis. Celle-ci a fortement augmenté les loyers d'une centaine de logements. En 2012, ICF-Novedis revend ces logements ... à une autre filiale de la SNCF, La Sablière. Les 100 logements dont les loyers ont augmenté deviennent « à loyer intermédiaire ». Des fonds du Livret A et de la Ville sont mobilisés, notamment pour la réhabilitation. Non seulement, il n'y a pas de création de logements sociaux – seulement une manipulation administrative des chiffres – mais l'argent de l'épargnant et du contribuable est détourné pour alimenter une filiale spéculatrice de la SNCF.

Continuons ! **La Tour Beaugrenelle sur le Front de Seine** est tombée dans l'escarcelle du promoteur Gecina en 2000. Les 192 logements, classés ILN (loyers normés), étaient également « sociaux de fait » sans rentrer dans le décompte des logements sociaux. Gecina a espéré vendre mais a échoué devant la mobilisation des riverains social Beaugrenelle. trouvé une aide barrasser, sans tretien, de ce bâtiment municipal. Gecible au prix fort à une subvention de là aussi, des crédits la construction de logements sociaux. Delanoë et Hidalgo rentrent l'opération comme création de 192 logements sociaux : **en fait, les loyers vont augmenter et les contribuables vont être saignés.**

HEUREUX COMME UN SPECULATEUR A PARIS !

Dans le même temps, grâce à la municipalité et à Anne Hidalgo, Gecina s'apprête à enregistrer 300 millions d'euros de plus-value en vendant le centre commercial Beaugrenelle à un fonds chinois...

Les « foncières », ces entreprises spéculatrices parasites, comme Gecina, gagnent à tous les coups grâce à Hidalgo et à la Semparseine. Dans les opérations publiques d'aménagement, la municipalité leur cède des emprises pour enregistrer les plus gros profits.

Non loin de Beaugrenelle, le summum est atteint sur les terrains de l'ancien hôpital Laënnec où la Ville a permis à la Cogedim de commercialiser des appartements de luxe à ... 23.500 euros du mètre carré. Ailleurs, les prédateurs pratiquent allègrement la « vente à la décou-

pe », Gecina rue Pradier dans le 19^{ème}, 191 rue Saint-Charles dans le 15^{ème}. Et quand ils veulent se débarrasser d'un actif résidentiel peu intéressant pour eux, ils n'ont qu'à demander : la Ville leur rachète (à Gecina, rue Balard, rue Sébastien Mercier etc.). A votre service !



Sur les terrains publics de l'ex-hôpital Laënnec, des appartements à 23500 euros le m2...

ASSEZ !

Il y a vraiment de quoi relativiser la politique de rachat et conventionnement d'immeubles existants. En résumé, souvent, ce sont des immeubles déjà sociaux de fait. D'autres fois, l'investissement public est démesuré. Mais quand de « bonnes affaires » se présentent pour la collectivité, comme en 2004 la déshérence de la Tour Flathotel, rue du Théâtre, Hidalgo préfère les laisser au privé (Pierre et Vacances) malgré le droit de préemption de la Ville.

La même logique est à l'œuvre pour l'immobilier de bureaux.

La municipalité rachète au prix fort les bureaux dont les promoteurs ne veulent plus, les transforme éventuellement, aux frais de la collectivité en logements (seulement 4500 de 2001 à 2012). Mais dans le même temps, elle appuie la construction de bureaux spéculatifs comme la Tour Triangle (120.000 m2) à la Porte de Versailles. **Depuis 2001, l'offre de bureaux et le nombre de bureaux vides a encore augmenté. Il y aurait 2 millions de mètres carrés vides intra-muros.**

CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE LUTTE:

Nous n'acceptons pas que l'affichage « logement social », 20%, 30%, serve à masquer une dégradation de fait de la situation du logement à Paris. Il est inconcevable de laisser la municipalité de Paris de « gauche » cacher sa politique d'accompagnement des spéculateurs, tout en se lançant dans la compétition capitaliste entre capitaux du monde. La transparence sur cette politique est nécessaire pour en changer, pour faire grandir, par la lutte, l'exigence d'une autre politique. Nous demandons que 100% des logements prévus dans les opérations publiques d'aménagement soient des logements sociaux.

Nous demandons que tous les logements sociaux, quel que soit l'arrondissement, créés soient tous de véritable HLM et non des « logements intermédiaires ». Malgré le scandale de la Loi Boutin, 50% des Parisiens, 90% des demandeurs de logements sociaux ont des revenus inférieurs aux plafonds.

Nous demandons un vaste plan de transformation de bureaux en logements en même temps que l'arrêt du soutien de la municipalité aux constructions de bureaux comme à la Porte de Versailles.

Nous demandons une augmentation importante des taux des taxes et droits de mutations, dont les rendements devraient être entièrement consacrés au logement social.

Nous demandons à la Ville de Paris d'éliminer de ses partenaires les « foncières » et autres spéculateurs parasites.

Nous demandons aux élus parisiens d'intervenir pour le blocage des loyers à la relocation promis par Hollande et la ministre Duflot mais pas du tout mis en œuvre.

Une autre politique nationale du logement est possible. La municipalité de Paris pourrait y contribuer. Nos luttes, avec celles des habitants, y contribueront !

Nouveau service au centre commercial Beaugrenelle: pour 8 euros les 90 minutes, les bourgeois peuvent faire promener leur chien le temps de faire du shopping chez Guerlin ou L. Vuitton. Bravo pour la propreté! Bravo pour la qualité des emplois « créés »!

DEFENSE DES SERVICES PUBLICS : SNCF

Notre section a décidé de faire de la bataille contre la « réforme ferroviaire » une priorité.

Nous considérons qu'elle constitue un point de convergence des colères et des luttes contre la politique en faveur du capital, celles des cheminots et des usagers, celles des salariés de tous les services publics, celles du peuple contre l'UE du capital. Face à ce rapport de forces potentiel, le pouvoir s'efforce de masquer la réalité de l'éclatement de la SNCF que porte sa « réforme », sa concordance totale avec les orientations de l'UE du capital. Il joue sur le calendrier – les élections professionnelles en mars, les élections européennes en mai – pour retarder la lutte et faire voter son projet de loi en coup de force. Il sait qu'il peut compter sur les postures des syndicats de collaboration pour accompagner la levée d'un obstacle décisif à la poursuite de la marchandisation du rail et de la privatisation de la SNCF. L'importance politique est d'autant plus grande de cibler la « réforme ferroviaire », d'exiger son retrait, condition d'une inversion de la politique de privatisation. La mise en échec de la politique coordonnée par l'UE se joue dans le pays.

Nous avons diffusé trois tracts depuis novembre en direction des cités cheminotes du 15^{ème} et des usagers de la Gare Montparnasse et du RER C, notamment pour soutenir les journées de grève à la SNCF. Ci-dessous, l'analyse diffusée en janvier après les premiers résultats de l'enquête sur la catastrophe de Brétigny-sur-Orge.

ENQUÊTE SUR LA CATASTROPHE DE BRÉTIGNY : stopper le train de la privatisation, faire échec à la « réforme ferroviaire »

Le 12 juillet dernier, le déraillement du Paris-Limoges tuait 7 passagers et en blessait 32 autres. Ce drame a eu lieu en gare de Brétigny-sur-Orge, sur les voies qu'emprunte le RERC.

Le premier rapport du « Bureau d'enquêtes sur les accidents de transport terrestre » vient d'être rendu public. Il exclut les hypothèses de l'acte de malveillance et de l'erreur humaine. Mais il pointe l'insuffisance des règles générales de maintenance, notamment de la surveillance des rails et de la boulonnerie, les effets désorganisateur du développement de la sous-traitance.

Il y aurait pu, il pourrait y avoir d'autres Brétigny. Dans tout le pays, en 2012, il s'est produit 211 déraillements, heureusement la plupart sans conséquences graves. En novembre, une autre catastrophe ferroviaire est évitée de justesse : une équipe de cheminots a découvert in extremis qu'un tronçon de rail de plus d'un mètre manquait.

Il impossible de ne pas faire le lien avec la politique de privatisation décidée par les gouvernements successifs et mise en œuvre par les directions de la SNCF et de RFF. Dans le secteur de Brétigny, depuis 2005, les effectifs de la brigade SNCF chargée du contrôle des voies ont été ramenés de 19 à seulement 9 cheminots.

On est passé d'une sécurisation maximale des infrastructures à la politique du « risque calculé », une forme de calcul de probabilités, faisant la balance entre le critère de sécurité et celui du profit. La direction de la SNCF a supprimé 7750 emplois à l'équipement. Elle fait appel à des

sociétés extérieures, des filiales ou des sous-traitants privés, encadrées par un minimum de personnels statutaires qualifiés.

L'accident de Brétigny tombe mal pour le PDG de la SNCF Pépy et le ministre des transports Cuillier. Ils voudraient justement faire passer au Parlement leur « réforme ferroviaire », nouvelle étape de la privatisation du rail sous l'égide de l'Union européenne. L'éclatement de la SNCF - avec le détachement d'une filiale « infrastructures » de l'exploitation - en est l'un des points clés. Mais, en difficultés, le ministre a déjà dû reporter l'examen de la « réforme » de 6 mois.

Les objectifs de ce schéma politique sont connus. On isole l'exploitation des trains les plus rentables, destinée à être livrée au privé et à ses actionnaires. On laisse à la collectivité, notamment aux régions au nom de la « décentralisation », le soin de payer pour les lignes les moins rentables et pour les infrastructures.

Comme contribuables et usagers, nous sommes doublement ponctionnés, sur nos impôts et avec les augmentations considérables des tarifs. Pendant ce temps la finance prospère sur la « dette » fabriquée de la SNCF et de RFF. Le service rendu ne cesse de se dégrader : horaires, accueil en gare et aux guichets, sécurité. L'emploi et les conditions de travail sont sacrifiés. Voilà le capitalisme européen ! Usagers des transports, nous le subissons tous les jours, comme nous subissons la soumission des gouvernants français à ce modèle.

Il est temps de dire STOP ! Partout en France, des collectifs d'usagers se mobilisent



contre les fermetures de gare, de ligne, le ralentissement des trains locaux, les tarifs prohibitifs. Partout en France, des cheminots, avec leurs organisations syndicales, luttent pour défendre leur travail et le service public, parfois même simplement leur sécurité et leur santé.

Maintenant, ça suffit comme ça ! Refusons d'être exposés au risque Brétigny ! Refusons la casse du service public !

Exigeons les moyens pour l'entretien des voies et des infrastructures, pour le maintien et l'extension du réseau !

Exigeons le retrait de la Réforme ferroviaire et la réunification du transport ferroviaire dans le monopole public intégré SNCF !

Refusons l'application en France des traités et directives de l'Europe de l'argent !

Soutenons les mouvements à venir des cheminots !

Nous avons aussi relayé la pétition des cheminots CGT de Chartres et des usagers contre la suppression des derniers trains le soir sur la ligne Paris-Chartres et ses conséquences sur les salariés.

Dépôt RATP de Croix-Nivert : 200 salariés rassemblés contre l'arbitraire patronal !

Jeudi 5 décembre, autour de 150 agents de Croix-Nivert, soutenus par des agents d'autres centres RATP et des militants CGT d'autres entreprises, AP-HP, Poste, hôpitaux, SNCF..., ont occupé la cour du dépôt RATP bus. L'appel local à la grève, lancé il y a à peine une semaine, a été suivi à 40%.

Visiblement, la direction, qui se targue, enquêtes à l'appui, de si bien connaître l'état d'esprit de son personnel, ne s'attendait pas à une telle mobilisation quand elle a décidé de convoquer en entretien disciplinaire un militant CGT sans le moindre commencement de motif.

Une délégation fournie est montée à la rencontre de la directrice pour lui l'expliquer (à nouveau), avant l'entretien qui a confirmé l'absence d'éléments à charge.

L'exaspération grandit parmi les machinistes. Depuis des mois, les sanctions disciplinaires se multiplient le plus souvent pour des brouilles. La direction du dépôt applique avec zèle une politique de pression et d'intimidation pour faire passer ses objectifs de « productivité » et pour essayer de faire taire les personnels. La dégradation des conditions de travail et du service public devient intolérable.

Cette fois-ci, c'est à un militant CGT que s'attaque la direction, justement l'un de ceux – il le faisait encore la veille même – qui accompagnent et défendent ses collègues en entretien, l'un de ceux qui défendent pied à pied les acquis sociaux et les conditions de travail dans le dépôt, l'un de ceux qui animent la riposte locale à la politique de mise en concurrence.

L'élan de solidarité dépasse sa personne. La direction du dépôt ne pouvait pas faire mieux comprendre la cohérence de sa politique qu'en tentant de sanctionner le camarade.

La volonté de résistance est massive. Localement, on a retrouvé le taux de mobilisation

de la journée de grève du mois de juin dans tout le département bus contre la casse des horaires de travail.

La situation sociale est explosive dans le pays, disent les media et les sondages. Elle l'est à la RATP comme elle l'est à la SNCF, où elle se traduit notamment par une mobilisation croissante contre la réforme ferroviaire.

Communistes de la RATP et de la section du PCF Paris 15, nous étions présents pour apporter notre soutien au camarade et au mouvement. Nous continuerons à participer à la mobilisation globale contre l'ensemble de la politique de privatisation, au nom des directives européennes, et précise contre chacun de ses aspects.

En janvier, la « sanction » tombe: un jour de mise à pied avec sursis. C'est le minimum du minimum. Le recul de la direction comptera dans les combats à venir.



Coup de jeune sur la section du PCF Paris 15 !

Le traditionnel repas fraternel de fin d'année de notre section s'est déroulé le 15 décembre. Plus d'une centaine de camarades et d'amis y ont pris part (82 repas servis). Notre secrétaire, membre du CN du PCF, Emmanuel Dang Tran, a retracé notre activité l'année passée. Voilà 15 ans maintenant, a-t-il rappelé, que les communistes de notre section ont pris cette décision toute simple : rester organisés comme une section du PCF, garder le marxisme et le léninisme comme repères politiques fondamentaux, malgré le processus de mutation-normalisation-liquidation engagé par la direction du Parti, maintenant poursuivi avec le Front de gauche. Cette persévérance, dans l'ingratitude de cette situation interne, mais aussi dans l'enthousiasme des luttes quotidiennes, n'a cessé de payer.

C'est avec une grande satisfaction que nous constatons depuis plusieurs années un mouvement d'adhésions important de jeunes à la JC et au Parti dans le 15^{ème}. Au repas, ils étaient plus de 30 jeunes de moins de 30 ans, lycéens, cheminots, postiers, agents hospitaliers, chômeurs, enseignants etc. Ces adhésions reflètent un besoin d'intervention politique sur le fond, de compréhension politique du monde, du capitalisme, tout le contraire de la politique institutionnalisée, des calculs électoraux qui sont la raison d'être de tous les partis et aussi du Front de gauche. Les activités de la JC 15, de notre section, les intéressent par leur démarche de lutte partant du concret de l'exploitation et de son déchiffrement. L'effacement de l'organisation et du point de vue communistes nationalement ont privé le repère du pays depuis des années. Mais le fait communiste historique demeure dans l'inconscient collectif de la classe ouvrière. Il ne demande qu'à retrouver, reprendre ses organisations.

Entreprises, quartiers : nous continuons !

